

**La Banque Nationale publie ses résultats financiers
pour le quatrième trimestre et l'exercice financier 2002 :**

- **Forte croissance du bénéfice du secteur Particuliers et gestion de patrimoine et du secteur Commercial**
- **Excellente qualité du crédit**
- **Hausse du dividende de 8 %**

	Pour le trimestre terminé le 31 octobre		%
	2002	2001	
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition			
Particuliers et gestion de patrimoine	55	51	+8
Commercial	31	28	+11
Marchés financiers, placements et trésorerie	48	54	-11
Autres	1	14	
Publié	135	147	-8
Ajustements, déduction faite des impôts			
Gain sur cession d'activités	–	(47)	
Baisse de valeur de placements	1	–	
Radiation d'immobilisations	6	–	
Activités abandonnées	4	16	
Bénéfice ajusté	146	116	+26
Bénéfice par action avant charges d'écart d'acquisition			
Publié	0,71 \$	0,73 \$	
Après ajustements	0,77 \$	0,56 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Publié	14,5 %	15,4 %	
Après ajustements	15,7 %	11,9 %	

Voir rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté en annexe

MONTRÉAL, le 5 décembre 2002 – Pour le quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2002, la Banque Nationale du Canada a déclaré un bénéfice avant charges d'écart d'acquisition de 135 millions de dollars ou 0,71 \$ par action, comparativement à 147 millions de dollars ou 0,73 \$ pour le trimestre correspondant de 2001. Au quatrième trimestre 2001, la Banque avait cédé ses solu-

tions de paiement pour commerçants générant un gain en équivalent imposable de 76 millions de dollars (47 millions de dollars déduction faite des impôts). En excluant cet élément, ainsi que les activités abandonnées de chacun des trimestres de 2001 et 2002 et certains autres ajustements décrits au tableau ci-haut des résultats du quatrième trimestre 2002, le bénéfice se chiffre à 146 millions de dollars au quatrième trimestre 2002, en hausse de 26 % par rapport au trimestre correspondant de 2001.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, une fois ajusté, atteint 15,7 % au quatrième trimestre 2002 par rapport à 11,9 % pour la même période l'année dernière.

Cette augmentation du bénéfice ajusté du trimestre est attribuable à la baisse des dotations aux pertes sur créances de 45 millions de dollars (28 millions de dollars déduction faite des impôts) ainsi qu'à la progression de 22 % du bénéfice ajusté⁽¹⁾ du secteur Particuliers et gestion de patrimoine et de 11 % du secteur Commercial.

Par ailleurs, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé une augmentation de 8 % du dividende, soit 2 cents par action, ce qui fait passer le dividende trimestriel à 26 cents par action.

Exercice financier 2002

Pour l'exercice financier 2002, le bénéfice avant charges d'écart d'acquisition est de 429 millions de dollars ou 2,18 dollars par action en comparaison à 582 millions de dollars ou 2,88 dollars par action en 2001. En tenant compte des ajustements ponctuels décrits ci-dessous, le bénéfice ajusté s'établit à 555 millions de dollars en 2002, soit 96 % du bénéfice ajusté de 2001. Le bénéfice par action ajusté de 2,86 dollars en 2002 se compare au bénéfice par action ajusté de 2,87 dollars en 2001. En tenant compte des ajustements, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires est de 14,7 % en 2002, alors qu'il était de 15,9 % en 2001.

	<u>2002</u>	<u>2001</u>	<u>%</u>
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition publié	429	582	-26
Ajustements, déduction faite des impôts			
Gain sur cession d'activités	–	(47)	
Baisse de valeur de placements	113	–	
Radiation d'immobilisations	6	–	
Révision d'estimation des provisions	118	–	
Activités abandonnées	(111)	45	
Bénéfice ajusté	<u>555</u>	<u>580</u>	-4
Bénéfice par action avant charges d'écart d'acquisition			
Publié	2,18 \$	2,88 \$	
Après ajustements	2,86 \$	2,87 \$	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires			
Publié	11,3 %	16,0 %	
Après ajustements	14,7 %	15,9 %	

Voir rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté en annexe

(1) Le bénéfice ajusté du secteur Particuliers et gestion de patrimoine exclut la baisse de valeur de placements et la radiation d'immobilisations totalisant 7 millions de dollars, déduction faite des impôts.

De plus, le rendement total de l'action de la Banque, au cours de l'exercice financier 2002, a été de 25 %, alors que l'indice des banques et fiducies du S & P/TSX a crû de 4 % seulement pour la même période.

Au 31 octobre 2002, la qualité du crédit demeure excellente comme en témoigne le niveau des provisions pour pertes sur créances qui excède les prêts douteux bruts de 159 millions de dollars comparativement à un excédent des provisions de 124 millions de dollars au 31 juillet 2002 et à un solde net de prêts douteux de 91 millions de dollars il y a un an.

M. Réal Raymond, président et chef de la direction, a indiqué que la Banque avait obtenu une performance satisfaisante compte tenu du contexte économique difficile. En effet, les résultats du dernier exercice, bien qu'en deçà des attentes, se comparent avantageusement à ceux de l'industrie. Comme l'a souligné M. Raymond, « ces résultats somme toute satisfaisants démontrent la pertinence des stratégies poursuivies par la Banque dans la réalisation de son plan d'affaires. Au cours de l'exercice, nous avons posé des actions concrètes afin de respecter notre engagement de nous concentrer dans les marchés à fort potentiel pour la Banque, en plus d'avoir amélioré substantiellement la qualité de notre portefeuille de prêts. »

Développement des affaires

Au cours du dernier trimestre, la Banque a entrepris de nouvelles actions visant à poursuivre son développement et à renforcer sa position dans certains marchés stratégiques.

Une importante entente de distribution de produits et services bancaires a ainsi été conclue récemment avec le Groupe Investors, Great-West et London Life. Comme l'avait alors souligné M. Réal Raymond, « cette entente nous donne accès au plus vaste réseau de conseillers financiers au Canada et vient étayer nos projets d'expansion géographique. » Chefs de file dans leurs marchés respectifs, ces trois entités desservent en effet un total de 3,2 millions de clients par l'entremise de plus de 7 000 conseillers partout au pays.

Dans le secteur de la gestion de patrimoine, la Banque a poursuivi ses démarches afin d'assurer l'intégration du gestionnaire et distributeur de fonds communs de placement Altamira dont l'acquisition a été conclue en août dernier. Des équipes spéciales ont également été mises en place afin de s'assurer de profiter de toutes les occasions d'affaires qui résulteront de cette importante transaction.

Dans le but de bonifier son offre de produits, la Banque a lancé le fonds Catégorie rendement stratégique, un nouveau fonds offrant la sécurité et la liquidité d'un placement à court terme combinées à un revenu fiscalement avantageux et destiné tant aux entreprises qu'aux particuliers bien nantis. Par ailleurs, la Banque a continué ses efforts visant à soutenir le développement des petites et moyennes entreprises en offrant deux nouvelles solutions d'affaires à cette clientèle : le produit Change étranger qui permet de réserver un taux de change en ligne ainsi que le logiciel développé en collaboration avec la société Opendsk avec laquelle la Banque a signé une entente de partenariat et qui offre l'accès à un ensemble d'applications de gestion de pointe.

Les états financiers trimestriels sont en tout temps disponibles sur le site web de la Banque Nationale du Canada à www.bnc.ca/relationsinvestisseurs.

Conférence téléphonique sur les résultats du quatrième trimestre et de l'année financière 2002

- Une conférence téléphonique aura lieu le **5 décembre 2002 à 14 h 00 HE**
- Accès par téléphone en mode écoute seulement : **(416) 695-5806 / 1-800-273-9672**
- Cette conférence sera également diffusée en direct via Internet au www.bnc.ca/relationsinvestisseurs
- Le communiqué de presse et les informations financières complémentaires ainsi que les diapositives de présentation se retrouveront sur la page des relations avec les investisseurs, sur le site de la Banque Nationale, un peu avant le début de la conférence téléphonique.

Rediffusion de la conférence téléphonique :

- L'enregistrement téléphonique archivé sera accessible jusqu'au 12 décembre 2002, en composant le (416) 695-5800 ou le 1-800-408-3053. Le code d'accès est le 1307480.
- Une version archivée de l'événement webdiffusé sera également disponible après la conclusion de l'appel sur le site Internet de la Banque à www.bnc.ca/relationsinvestisseurs.

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Le texte qui suit présente l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Banque. Cette analyse se fonde sur les états financiers consolidés non vérifiés pour le quatrième trimestre et pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 2002. Les revenus sont présentés en équivalent imposable, c'est-à-dire qu'ils ont été majorés afin de rendre uniforme les revenus exonérés d'impôts réalisés sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts. De plus, à des fins d'analyse, un bénéfice ajusté est présenté. Le bénéfice ajusté exclut des éléments qui, de l'avis de la direction, ne devraient pas être pris en compte dans l'analyse de la performance de la Banque. Le bénéfice ajusté n'est pas défini selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) et n'est pas nécessairement comparable à une donnée similaire utilisée par une autre société. Un rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté est présenté en annexe.

Objectifs stratégiques

La Banque Nationale s'était fixé en début d'exercice des objectifs stratégiques pour l'exercice financier 2002. Les résultats obtenus comprennent l'incidence des dotations aux pertes sur créances enregistrées dans le secteur des télécommunications au deuxième trimestre, mais excluent la charge pour moins-value d'un placement :

	Objectifs	Résultats 2002
Croissance du bénéfice par action		
Publiée*	4 % - 6 %	-3 %
Ajustée**		stable
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires		
Publié*	15 % - 17 %	14,3 %
Ajusté**		14,7 %
Ratio des charges d'exploitation ajusté**	61 % en 2003	62,4 %
Ratio de capital de base	7,75 % - 8,75 %	9,6 %

* Excluant la charge pour moins-value d'un placement

** Voir rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté en annexe

Résultats d'exploitation

Pour le quatrième trimestre 2002, le bénéfice avant charges d'écart d'acquisition s'inscrit à 135 millions de dollars ou 71 cents par action comparativement à 147 millions de dollars, soit 73 cents par action au trimestre correspondant de 2001. Le bénéfice ajusté du quatrième trimestre 2002 se chiffre à 146 millions de dollars ou 77 cents par action en progression de 26 % par rapport à 116 millions de dollars ou 56 cents par action au trimestre correspondant de 2001.

Pour l'exercice financier 2002, le bénéfice avant charges d'écart d'acquisition atteint 429 millions de dollars ou 2,18 dollars par action en comparaison à 582 millions de dollars ou 2,88 dollars en 2001. Tel que présenté en annexe, le bénéfice ajusté pour les événements ponctuels de 2002 serait de 555 millions de dollars ou 2,86 dollars par action comparativement à un bénéfice ajusté de 580 millions de dollars ou 2,87 dollars en 2001. La diminution de 4 % du bénéfice ajusté est principalement attribuable aux dotations aux pertes sur créances plus importantes cette année. L'augmentation des pertes sur prêts a été en partie compensée par la bonne performance du secteur des Marchés financiers, placements et trésorerie, alors que les autres secteurs d'affaires ont affiché des résultats relativement stables en 2002 par rapport à 2001. L'écart moins important en terme de bénéfice ajusté par action (2,86 dollars en 2002, 2,87 dollars en 2001) est surtout causé par le programme de rachat de 9,5 millions d'actions ordinaires, dans le cours normal des affaires, complété en octobre.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté est passé de 15,9 % en 2001 à 14,7 % en 2002 en raison du bénéfice moins important d'une part et de la croissance de l'avoir moyen des détenteurs d'actions ordinaires d'autre part.

Résultats sectoriels

Les revenus de chaque secteur sont en équivalent imposables. De plus, les dotations aux pertes sur créances des secteurs d'exploitation sont déterminées en fonction des pertes anticipées établies au moyen d'analyses statistiques. L'écart entre les pertes anticipées et les pertes encourues est imputé à la rubrique « Autres ».

Particuliers et gestion de patrimoine

Le bénéfice du secteur des Particuliers et gestion de patrimoine s'établit à 55 millions de dollars pour le quatrième trimestre 2002, en hausse de 8 % par rapport à 51 millions de dollars pour la période correspondante de 2001. Au cours du trimestre, une moins-value de 2 millions de dollars a été enregistrée pour les fonds communs de placement détenus par la Banque. De plus, une radiation de frais reportés et d'immobilisations de 9 millions de dollars a été comptabilisée dans les activités de commerce électronique. Excluant ces charges, le bénéfice du secteur aurait été de 62 millions de dollars, en hausse de 22 %.

Pour le sous-secteur des affaires bancaires avec les particuliers, le bénéfice est en hausse de 16 %, une fois exclue la radiation de frais reportés et d'immobilisations, pour un total de 51 millions de dollars au quatrième trimestre 2002 par rapport à 44 millions au quatrième trimestre 2001. Près de la moitié de la progression provient des activités d'assurances, alors que le solde se partage entre le service des cartes de crédit et les opérations bancaires du réseau des succursales.

Le bénéfice du sous-secteur de gestion de patrimoine a augmenté de 50 % au quatrième trimestre 2002 comparativement à la même période en 2001 pour atteindre 11 millions de dollars (excluant la baisse de valeur des fonds communs de placement). L'addition d'Altamira depuis le milieu du mois d'août et les bénéfices des activités fiduciaires comptent pour la majeure partie de l'augmentation, alors que la contribution du service aux particuliers de la Financière Banque Nationale est moins importante ce trimestre en raison du volume de transactions plus faible.

Pour l'exercice financier 2002, le bénéfice du secteur des Particuliers et gestion de patrimoine atteint 246 millions de dollars comparativement à 244 millions de dollars en 2001. En excluant les ajustements du dernier trimestre de 2002, le bénéfice du secteur s'établirait à 253 millions de dollars, en hausse de 4 % par rapport à l'exercice financier précédent. La croissance du bénéfice des affaires bancaires avec les particuliers de 10 % (excluant la radiation de certains actifs) a été en partie compensée par la contre-performance du sous-secteur de gestion de patrimoine surtout en raison du ralentissement des revenus provenant des activités de courtage.

Les revenus du secteur Particuliers et gestion de patrimoine totalisent 494 millions de dollars au quatrième trimestre 2002 comparativement à 474 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2001, soit une augmentation de 4 %. Pour l'exercice financier 2002, les revenus ont atteint 1 934 millions de dollars par rapport à 1 911 millions de dollars l'année précédente. La baisse des revenus provenant du service aux particuliers de la Financière Banque Nationale a été compensée par une augmentation des revenus des activités d'assurances et par l'ajout, au quatrième trimestre, de 16 millions de revenus provenant d'Altamira. Les charges d'exploitation du secteur sont de 383 millions de dollars au quatrième trimestre 2002 en comparaison à 365 millions au quatrième trimestre 2001. Pour l'année, les charges d'exploitation passent de 1 420 millions de dollars en 2001 à 1 452 millions de dollars en 2002. Si on exclut la radiation de frais reportés et d'immobilisations de 9 millions de dollars au quatrième trimestre, les charges d'exploitation de l'année auraient progressé de moins de 2 %. Le ratio des charges d'exploitation sur les revenus de l'année, excluant les éléments non récurrents, est demeuré relativement stable à 74,5 % comparativement à 74,3 % en 2001. Les pertes anticipées se chiffrent à 97 millions pour l'exercice 2002, sensiblement égales aux 98 millions enregistrés l'année dernière.

Commercial

Le secteur Commercial affiche un bénéfice trimestriel de 31 millions de dollars, en hausse de 11 % par rapport à 28 millions de dollars au quatrième trimestre de 2001. L'amélioration du bénéfice est attribuable à la baisse de 6 millions de dollars ou 23 % des pertes sur prêts anticipées reflétant la diminution des volumes et l'amélioration de la qualité des crédits commerciaux. Également, les charges d'exploitation qui totalisent 37 millions de dollars au quatrième trimestre 2002 sont en baisse de 3 millions de dollars ou près de 8 % par rapport au trimestre correspondant de 2001. Par contre, les revenus trimestriels ont décliné d'environ 5 % pour atteindre 106 millions de dollars ce trimestre comparativement à 111 millions pour le quatrième trimestre de 2001, en raison des volumes de prêts inférieurs attribuables au ralentissement de la demande.

Pour l'ensemble de l'exercice financier, le bénéfice du secteur Commercial est demeuré stable par rapport à 2001 à 119 millions de dollars. Les revenus totalisant 425 millions de dollars ont diminué de moins de 2 % principalement en raison du revenu net d'intérêt affecté par la baisse de 400 millions du volume des prêts en partie compensée par un léger élargissement de la marge bénéficiaire. Les charges d'exploitation ont atteint 153 millions de dollars sensiblement au même niveau qu'en 2001. Par contre, les pertes anticipées sur prêts ont diminué de 6 % passant de 88 millions de dollars en 2001 à 83 millions cette année.

Marchés financiers, placements et trésorerie

Pour le quatrième trimestre, le bénéfice du secteur des Marchés financiers, placements et trésorerie a reculé de 11 % pour se chiffrer à 48 millions de dollars comparativement à 54 millions pour la même période l'année dernière. Les revenus ont atteint 207 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 13 millions ou 7 %, notamment en raison de l'ajout des revenus de Putnam Lovell FBN, acquis en juin dernier, pour un montant de 26 millions de dollars. Par contre, la baisse des revenus de négociation a été en partie compensée par les revenus de la gestion de l'actif et du passif. Les charges d'exploitation du trimestre sont de 124 millions de dollars, en hausse de 28 millions principalement en raison de l'ajout des charges de Putnam Lovell.

Pour l'exercice financier 2002, le secteur Marchés financiers, placements et trésorerie a connu une forte performance affichant un bénéfice de 250 millions de dollars en hausse de 23 % par rapport à 2001. Les revenus de 861 millions de dollars ont progressé de 17 % surtout en raison des activités de gestion de l'actif et du passif et des revenus des activités institutionnelles de la Financière Banque Nationale, y compris les revenus provenant de Putnam Lovell. Les charges d'exploitation sont de 431 millions de dollars en hausse de 65 millions de dollars par rapport à 2001. Près de 60 % de l'augmentation est attribuable aux charges d'exploitation provenant de Putnam Lovell. Les pertes sur prêts anticipées du secteur sont stables à 31 millions de dollars en 2002 comparativement à 32 millions en 2001.

Autres

Outre les activités de titrisation, les revenus de la rubrique « Autres » comprennent un gain de 76 millions de dollars en 2001 obtenu lors de la cession des solutions de paiement pour commerçants alors que les revenus de 2002 ont été réduits par la moins-value d'un placement de 137 millions de dollars. Les dotations aux pertes sur créances de la rubrique « Autres » comprennent l'écart entre les pertes anticipées imputées aux secteurs d'exploitation et les pertes sur prêts encourues. L'écart de 292 millions de dollars des dotations de 2002 par rapport à 2001 s'explique notamment par la révision d'estimation des provisions de 185 millions enregistrée au premier trimestre, par la perte de 120 millions de dollars sur une créance du secteur des télécommunications ainsi que par le renversement de 30 millions de la provision générale pour risque de crédit. La rubrique des activités abandonnées présente le gain net de 111 millions de dollars provenant de la cession de l'activité de prêts sur garantie aux États-Unis. En 2001, les activités commerciales aux États-Unis avaient connu une perte de 45 millions de dollars.

Revenus

Le revenu net d'intérêt en équivalent imposable atteint 368 millions de dollars au quatrième trimestre 2002 comparativement à 340 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2001, en hausse de 8 %. Pour l'exercice financier 2002, le revenu net d'intérêt est en hausse de 84 millions de dollars ou 6 % pour un total de 1 473 millions de dollars. L'augmentation du revenu net d'intérêt est principalement attribuable à la gestion de l'actif et du passif et, dans une moindre mesure, à la marge bénéficiaire des avances sur cartes de crédit en raison de la baisse du coût de financement. Par contre, la diminution de la marge bénéficiaire des dépôts transactionnels, attribuable à la baisse des taux, a été compensée par l'augmentation des volumes de dépôts et l'amélioration de la marge des prêts avec les particuliers et les petites entreprises.

Les revenus autres que d'intérêt du trimestre sont de 447 millions de dollars comparativement à 535 millions au quatrième trimestre 2001, alors que la Banque avait réalisé un gain de 76 millions de dollars à la cession des solutions de paiement pour commerçants. Excluant le gain de 2001 ainsi que la moins-value de placements au quatrième trimestre de 2002, la baisse de 10 millions de dollars des revenus autres que d'intérêt est attribuable au ralentissement des activités de négociation, aux revenus de courtage avec les particuliers plus faibles ainsi qu'à la perte des revenus provenant des solutions de paiement pour commerçants qui ont été cédées. Ces baisses ont été réduites par l'ajout des revenus de Putnam Lovell et d'Altamira.

Pour l'exercice financier 2002, les revenus autres que d'intérêt ont atteint 1 641 millions de dollars alors qu'ils avaient totalisé 1 858 millions de dollars en 2001. En excluant les éléments spéciaux (moins-value de placements en 2002 et gain à la cession d'activités en 2001), les revenus autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables à 1 780 millions de dollars en 2002 par rapport à 1 782 en 2001. Ces revenus ont progressé en raison des acquisitions de Putnam Lovell et d'Altamira, de la hausse des revenus d'assurances et de la bonne performance des activités institutionnelles de la Financière Banque Nationale. Par contre, ces hausses ont été annulées par la cession des activités de solutions de paiement pour commerçants, par le ralentissement des activités de courtage avec les particuliers et par les revenus de négociation en retrait.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation pour le quatrième trimestre 2002 sont de 540 millions de dollars comparativement à 506 millions de dollars au trimestre correspondant de 2001. Excluant la radiation de frais reportés et d'immobilisations de 9 millions de dollars, les charges d'exploitation augmentent de 25 millions de dollars. L'ajout des charges provenant d'Altamira et de Putnam Lovell pour 37 millions de dollars a été en partie compensé par des efforts de compression des dépenses.

Pour l'exercice financier 2002, les charges d'exploitation représentent 2 040 millions de dollars comparativement à 1 989 millions de dollars en 2001. De l'augmentation de 51 millions de dollars, 9 millions sont attribuables à la radiation de frais reportés et d'immobilisations, 38 millions à l'ajout de Putnam Lovell et 10 millions à l'addition d'Altamira.

Dotations aux pertes sur créances et prêts douteux

Les dotations aux pertes sur créances du trimestre sont de 53 millions de dollars par rapport à 98 millions pour le trimestre correspondant de 2001. Pour l'exercice financier 2002, les dotations aux pertes sur créances totalisent 490 millions de dollars comparativement à 205 millions en 2001. La révision d'estimation des provisions de 185 millions de dollars enregistrée au premier trimestre et la perte de 120 millions sur une créance du secteur des télécommunications expliquent l'essentiel de la hausse.

Au 31 octobre 2002, les provisions pour pertes sur créances excèdent les prêts douteux de 159 millions de dollars comparativement à 124 millions de dollars au 31 juillet dernier, soit une amélioration de 35 millions de dollars. Au cours du trimestre, la formation des prêts douteux bruts (déduction faite des récupérations) n'a été que de 17 millions de dollars. Au 31 octobre 2001, les prêts douteux nets étaient de 91 millions de dollars.

Le ratio des prêts douteux bruts, sur la somme du capital tangible et des provisions, demeure excellent à 14,1 % au 31 octobre 2002, comparativement à 15,7 % au 31 juillet 2002 et à 22,5 % au 31 octobre 2001.

Bilan

Au 31 octobre 2002, la Banque a un actif total de 74,6 milliards de dollars comparativement à 76,0 milliards de dollars au 31 octobre 2001. Les prêts et acceptations bancaires ont diminué de 2,5 milliards de dollars, principalement en raison de la cession de l'activité de prêts sur garantie aux États-Unis. Par ailleurs, les liquidités et les valeurs mobilières sont en hausse de 3,1 milliards de dollars alors que les titres acquis en vertu de conventions de revente diminuent de 1,7 milliard. Au passif, les dépôts des particuliers de 22,6 milliards de dollars ont augmenté de 3,4 % depuis un an. Le tableau qui suit présente les changements aux volumes moyens des principaux postes de prêts et dépôts. On constate que la Banque a augmenté ses volumes de prêts dont les risques sont généralement plus faibles.

Volumes moyens d'octobre*

(en millions de dollars)

	2002	2001	Variation en %
Prêts et acceptations			
Hypothécaires résidentiels	17 452	17 096	+ 2
Aux particuliers	4 335	4 120	+ 5
Avances sur cartes de crédit	1 383	1 253	+ 10
Aux petites entreprises	3 492	3 726	- 6
Commerciaux	8 808	8 966	- 2
Aux grandes sociétés	4 484	6 006	- 25
Immobiliers	462	464	-
	40 416	41 631	- 3
Dépôts			
Comptes de transactions des particuliers	5 246	4 799	+ 9
Dépôts à terme des particuliers	16 299	15 763	+ 3
Épargne hors bilan des particuliers (solde)	45 943	39 015	+ 18
Petites entreprises	3 222	2 979	+ 8
Commerciaux	3 161	2 883	+ 10
Grandes sociétés	1 265	1 281	- 1

* incluant les actifs titrisés

Capital

Le ratio de capital de base et le ratio de capital total, selon les règles de la Banque des Règlements Internationaux, atteignent 9,6 % et 13,6 % respectivement au 31 octobre 2002, comparativement à 10,2 % et 14,2 % au 31 juillet 2002 et à 9,6 % et 13,1 % au 31 octobre 2001. Par rapport au trimestre précédent, la diminution des ratios est principalement attribuable à l'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'Altamira.

Par rapport au 31 octobre 2001, l'amélioration des ratios attribuable à la réduction de l'actif pondéré en fonction des risques, notamment en raison de la cession des prêts commerciaux américains, a été compensée par l'augmentation de l'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'Altamira.

Dividendes

Lors de la réunion du 5 décembre 2002, le Conseil d'administration a déclaré les dividendes réguliers sur les diverses catégories et séries d'actions privilégiées, ainsi qu'un dividende de 26 cents par action ordinaire, payable le 1^{er} février 2003 aux actionnaires inscrits le 26 décembre 2002.

Pour plus de renseignements :

M. Michel Labonté

Premier vice-président
Finances et technologie
(514) 394-8610

M. Denis Dubé

Directeur
Service des Relations publiques
(514) 394-8644

Mise en garde au sujet des prévisions

Il arrive que la Banque Nationale du Canada, dans le cadre de ses analyses et déclarations, énonce des prévisions relatives à la conjoncture économique, à l'évolution des marchés, à l'atteinte de ses objectifs stratégiques, à certains risques et à d'autres questions connexes.

Il va de soi que, de par sa nature même, tout énoncé prévisionnel est incertain et comporte des risques inhérents. Il est donc possible que les prévisions explicites ou implicites qu'il contient ne se réalisent pas et que la réalité future en diffère sensiblement. De telles divergences relèvent de facteurs qui comprennent, de manière non limitative, l'évolution de la conjoncture canadienne ou internationale (notamment les fluctuations des taux d'intérêt, des devises et d'autres instruments financiers), l'évolution des marchés, les changements technologiques, ou les modifications de la réglementation.

Ceux, notamment les investisseurs, qui se fondent sur les énoncés prévisionnels de la Banque pour prendre des décisions doivent bien tenir compte de ces facteurs ainsi que des incertitudes qu'ils contiennent et des risques qu'ils impliquent. La Banque leur déconseille d'accorder une confiance induite à ce qui est de nature prévisionnelle.

Faits saillants

(non vérifié)	Trimestre terminé le 31 octobre			Exercice terminé le 31 octobre		
	2002	2001	Variation en pourcentage	2002	2001	Variation en pourcentage
Résultats d'exploitation						
(en millions de dollars)						
Revenu total (en équivalent imposable)	815 \$	875 \$	(7)	3 114 \$	3 247 \$	(4)
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	135	147	(8)	429	582	(26)
Bénéfice net	135	142	(5)	429	563	(24)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires avant charges d'écart d'acquisition	14,5 %	15,4 %		11,3 %	16,0 %	
Par action ordinaire						
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	0,71 \$	0,73 \$	(3)	2,18 \$	2,88 \$	(24)
Bénéfice net	0,71	0,71	–	2,18	2,78	(22)
Dividendes déclarés	0,24	0,21	14	0,93	0,82	13
Valeur comptable				19,72	19,04	4
Cours de l'action						
haut	32,50	30,20		34,93	31,00	
bas	27,00	24,25		24,70	23,00	
clôture	29,39	24,25		29,39	24,25	
Situation financière						
(en millions de dollars)						
				31 octobre 2002	31 octobre 2001	
Actif total				74 611 \$	75 966 \$	(2)
Prêts et acceptations				43 800	47 985	(9)
Dépôts				51 690	51 436	1
Débitures subordonnées et capitaux propres				5 493	5 763	(5)
Ratios de capital – BRI						
de base				9,6 %	9,6 %	
total				13,6 %	13,1 %	
Prêts douteux, nets (note 6)				(159)	91	
Prêts douteux, nets en % des prêts nets et acceptations				(0,4) %	0,2 %	
Biens sous gestion et administration				140 737	124 413	
Épargne totale des particuliers				68 550	60 872	
Couverture d'intérêts				7,39	8,74	
Couverture de l'actif				3,02	3,55	
Autres renseignements						
Nombre d'employés				17 285	17 070	1
Nombre de succursales au Canada				530	546	(3)
Nombre de guichets automatiques				823	834	(1)

Rapprochement du bénéfice net publié au bénéfice net ajusté

Période terminée le 31 octobre

(en équivalent imposable)

(non vérifié) (en millions de dollars)

Publié

Revenu net d'intérêt ⁽¹⁾	
Revenus autres que d'intérêt ⁽¹⁾	
Dotations aux pertes sur créances	
Charges d'exploitation	
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle, activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	
Charge d'impôts ⁽¹⁾	
Part des actionnaires sans contrôle	
Bénéfice avant activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	
Activités abandonnées	
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	
Charges d'écart d'acquisition	
Bénéfice net	

Bénéfice par action (avant charges d'écart d'acquisition)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Ajustements

Revenus autres que d'intérêt

Baisse de valeur des placements ⁽²⁾	
Gain à la cession des solutions de paiements pour commerçants	

Dotations aux pertes sur créances

Révision d'estimation des provisions

Charges d'exploitation

Radiation d'immobilisations ⁽³⁾

Charge d'impôts

Activités abandonnées

	4e trimestre		Exercice financier	
	2002	2001	2002	2001
	368	340	1473	1389
	447	535	1641	1858
	53	98	490	205
	540	506	2040	1989
	222	271	584	1053
	76	100	236	398
	7	8	30	28
	139	163	318	627
	(4)	(16)	111	(45)
	135	147	429	582
	-	5	-	19
	135	142	429	563
	0,71	0,73	2,18	2,88
	14,5 %	15,4 %	11,3 %	16,0 %
	2	-	139	-
	-	(76)	-	(76)
	2	(76)	139	(76)
	-	-	(185)	-
	(9)	-	(9)	-
	4	(29)	96	(29)
	4	16	(111)	45

Ajusté

Revenu net d'intérêt ⁽¹⁾	
Revenus autres que d'intérêt ⁽¹⁾	
Dotations aux pertes sur créances	
Charges d'exploitation	
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle, activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	
Charge d'impôts ⁽¹⁾	
Part des actionnaires sans contrôle	
Bénéfice avant activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	
Activités abandonnées	
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	
Charges d'écart d'acquisition	
Bénéfice net ajusté	

Bénéfice par action ajusté (avant charges d'écart d'acquisition)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté

	4e trimestre		Exercice financier	
	2002	2001	2002	2001
	368	340	1473	1389
	449	459	1780	1782
	53	98	305	205
	531	506	2031	1989
	233	195	917	977
	80	71	332	369
	7	8	30	28
	146	116	555	580
	-	-	-	-
	146	116	555	580
	-	5	-	19
	146	111	555	561
	0,77	0,56	2,86	2,87
	15,7 %	11,9 %	14,7 %	15,9 %

Le bénéfice ajusté exclut des éléments qui, de l'avis de la direction, ne devraient pas être pris en compte dans l'analyse de la performance de la Banque. Le bénéfice ajusté n'est pas défini selon les PCGR et n'est pas nécessairement comparable à une donnée similaire utilisée par une autre société.

Notes :

- (1) Le revenu net d'intérêt a été majoré de 7 millions de dollars au 4^e trimestre 2002 (14 millions de dollars au 4^e trimestre 2001) et de 29 millions de dollars en 2002 (51 millions de dollars en 2001). Les revenus autres que d'intérêt ont été majorés de 13 millions de dollars au 4^e trimestre 2002 (50 millions de dollars au 4^e trimestre 2001) et de 57 millions de dollars en 2002 (69 millions de dollars en 2001). Ces majorations visent à rendre uniforme le revenu exonéré d'impôts réalisé sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts.
- (2) Moins-value durable dans les fonds communs de placement et d'un investissement corporatif.
- (3) Radiation de frais reportés et d'immobilisations d'une filiale.

Bilan consolidé

(non vérifié)
(en millions de dollars)

	31 octobre 2002	31 juillet 2002	31 octobre 2001
ACTIF			
Liquidités			
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	245	349	419
Dépôts auprès d'institutions financières	6 619	6 542	5 413
	6 864	6 891	5 832
Valeurs mobilières			
Compte de placement	6 712	6 196	6 802
Compte de négociation	13 179	11 923	10 992
Substituts de prêts	76	78	78
	19 967	18 197	17 872
Prêts			
Hypothécaires résidentiels	12 867	12 497	11 875
Aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 561	5 725	5 866
Aux entreprises et aux administrations publiques	20 680	20 579	23 489
Titres acquis en vertu de conventions de revente	2 366	2 671	4 041
Provision pour pertes sur créances	(662)	(764)	(879)
	40 812	40 708	44 392
Autres actifs			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 988	2 773	3 593
Actifs détenus aux fins d'aliénation (note 4)	313	415	-
Immobilisations corporelles	255	245	250
Écart d'acquisition	661	352	305
Actifs incorporels	184	13	12
Actifs divers	2 567	2 503	3 710
	6 968	6 301	7 870
	74 611	72 097	75 966
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts			
Particuliers	22 607	22 456	21 857
Entreprises et administrations publiques	22 582	22 607	23 362
Institutions de dépôts	6 501	6 227	6 217
	51 690	51 290	51 436
Autres passifs			
Acceptations	2 988	2 773	3 593
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	5 542	5 042	5 379
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	4 416	3 582	4 407
Passifs divers	3 996	3 483	4 901
	16 942	14 880	18 280
Débiteures subordonnées			
	1 592	1 600	1 647
Part des actionnaires sans contrôle			
	486	493	487
Capitaux propres			
Actions privilégiées	300	300	492
Actions ordinaires	1 639	1 637	1 668
Bénéfices non répartis	1 962	1 897	1 956
	3 901	3 834	4 116
	74 611	72 097	75 966

État consolidé de la variation des capitaux propres

(non vérifié)

(en millions de dollars)

Exercice terminé le 31 octobre

	2002	2001
Capital-actions, au début	2 160	2 145
Émission d'actions ordinaires	53	15
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation (note 7)	(82)	–
Rachat d'actions privilégiées, séries 10 et 11 aux fins d'annulation (note 7)	(192)	–
Capital-actions, à la fin	1 939	2 160
Bénéfices non répartis, au début	1 956	1 606
Bénéfice net	429	563
Dividendes		
actions privilégiées	(21)	(35)
actions ordinaires	(174)	(156)
Impôts relatifs aux dividendes sur actions privilégiées, séries 10, 11, 12 et 13	(2)	(2)
Prime versée sur les actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 7)	(224)	–
Gains (pertes) de change non réalisés, déduction faite des impôts	(2)	8
Perte au rachat d'une débenture subordonnée, déduction faite des impôts	–	(28)
Bénéfices non répartis, à la fin	1 962	1 956

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié)

(en millions de dollars)

	Trimestre terminé le 31 octobre		Exercice terminé le 31 octobre	
	2002	2001	2002	2001
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	135	142	429	563
Ajustements pour :				
Dotations aux pertes sur créances excluant les activités abandonnées	53	98	490	205
Dotations aux pertes sur créances attribuées aux activités abandonnées	–	38	(51)	120
Amortissement des immobilisations corporelles	18	10	58	48
Charges d'écart d'acquisition excluant les activités abandonnées	–	5	–	19
Charges d'écart d'acquisition attribuées aux activités abandonnées	–	1	–	2
Impôts futurs	(19)	104	(24)	50
Redressement relatif au change pour les débetures subordonnées	(8)	20	(10)	23
Charges pour moins-value	2	–	139	–
Gains sur la vente des valeurs mobilières du compte de placement, nets	7	(18)	(41)	(70)
Variation des intérêts à payer	(10)	(22)	(153)	(137)
Variation des intérêts à recevoir	(22)	(1)	(25)	76
Impôts à payer	68	(129)	164	(140)
Variation des pertes (gains) non réalisés et des montants à payer sur les instruments dérivés	133	44	124	98
Variation des valeurs mobilières du compte de négociation	(1 256)	(375)	(2 187)	(544)
Variation des autres éléments	(188)	78	(377)	(1 267)
	(1 087)	(5)	(1 464)	(954)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Variation des dépôts	400	1 069	254	963
Émission de débetures subordonnées	–	–	–	300
Rachat et échéance de débetures subordonnées	–	–	(45)	(82)
Émission d'actions ordinaires	10	2	53	15
Rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	(28)	–	(306)	–
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	–	–	(192)	–
Dividendes versés	(50)	(49)	(195)	(187)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	500	239	163	476
Variation des engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	834	480	9	(1 910)
Variation des autres éléments	–	6	(4)	6
	1 666	1 747	(263)	(419)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Variation des prêts	(491)	(723)	(1 129)	(379)
Variation de titrisation d'actifs	131	425	(258)	1 045
Produit tiré de la cession des prêts garantis	–	–	2 540	–
Achats des valeurs mobilières du compte de placement	(6 329)	(6 987)	(21 335)	(20 384)
Ventes des valeurs mobilières du compte de placement	5 806	6 350	21 329	19 961
Variation des titres acquis en vertu de conventions de revente	305	(247)	1 675	1 356
Variation des immobilisations corporelles	(28)	(19)	(63)	(49)
	(606)	(1 201)	2 759	1 550
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	(27)	541	1 032	177
Espèces et quasi-espèces, au début	6 891	5 291	5 832	5 655
Espèces et quasi-espèces, à la fin	6 864	5 832	6 864	5 832
Espèces et quasi-espèces				
Encaisse et dépôts à la Banque du Canada	245	419	245	419
Dépôts auprès d'institutions financières	6 619	5 413	6 619	5 413
Total	6 864	5 832	6 864	5 832
Intérêts et dividendes versés	342	523	1 519	2 564
Impôts versés (récupérés)	15	(10)	101	280

Informations sectorielles

Trimestre terminé le 31 octobre

(en équivalent imposable)
(non vérifié) (en millions de dollars)

	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
	Particuliers et gestion de patrimoine		Commercial		Marchés financiers, placements et trésorerie		Autres		Total	
Revenu net d'intérêt ⁽¹⁾	258	251	69	75	83	52	(42)	(38)	368	340
Revenus autres que d'intérêt ⁽¹⁾	236	223	37	36	124	142	50	134	447	535
Revenu total	494	474	106	111	207	194	8	96	815	875
Charges d'exploitation	383	365	37	40	124	96	(4)	5	540	506
Contribution	111	109	69	71	83	98	12	91	275	369
Dotations aux pertes sur créances ⁽³⁾	25	27	20	26	7	10	1	35	53	98
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle, activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	86	82	49	45	76	88	11	56	222	271
Charge d'impôts ⁽¹⁾	31	31	18	17	28	33	(1)	19	76	100
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	-	1	7	7	7	8
Bénéfice avant activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	55	51	31	28	48	54	5	30	139	163
Activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	(4)	(16)	(4)	(16)
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	55	51	31	28	48	54	1	14	135	147
Actif moyen	28 201	27 733	10 768	11 538	35 026	35 863	(6 647)	(6 823)	67 348	68 311

Exercice terminé le 31 octobre

(en équivalent imposable)
(non vérifié) (en millions de dollars)

	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001	2002	2001
	Particuliers et gestion de patrimoine		Commercial		Marchés financiers, placements et trésorerie		Autres		Total	
Revenu net d'intérêt ⁽²⁾	1 001	977	279	288	320	229	(127)	(105)	1 473	1 389
Revenus autres que d'intérêt ⁽²⁾	933	934	146	144	541	506	21	274	1 641	1 858
Revenu total	1 934	1 911	425	432	861	735	(106)	169	3 114	3 247
Charges d'exploitation	1 452	1 420	153	152	431	366	4	51	2 040	1 989
Contribution	482	491	272	280	430	369	(110)	118	1 074	1 258
Dotations aux pertes sur créances ⁽³⁾	97	98	83	88	31	32	279	(13)	490	205
Bénéfice avant charge d'impôts, part des actionnaires sans contrôle, activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	385	393	189	192	399	337	(389)	131	584	1 053
Charge d'impôts ⁽²⁾	139	149	70	73	146	130	(119)	46	236	398
Part des actionnaires sans contrôle	-	-	-	-	3	3	27	25	30	28
Bénéfice avant activités abandonnées et charges d'écart d'acquisition	246	244	119	119	250	204	(297)	60	318	627
Activités abandonnées	-	-	-	-	-	-	111	(45)	111	(45)
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	246	244	119	119	250	204	(186)	15	429	582
Actif moyen	27 945	27 451	11 135	11 550	37 094	36 448	(6 882)	(6 252)	69 292	69 197

Particuliers et gestion de patrimoine Ce secteur regroupe le réseau des succursales, le service aux intermédiaires, le courtage de plein exercice avec les particuliers, le courtage à escompte, les fonds communs de placement, les services fiduciaires, les cartes de crédit et les assurances.

Commercial Ce secteur regroupe les services aux entreprises commerciales au Canada ainsi que le secteur de l'immobilier.

Marchés financiers, placements et trésorerie Ce secteur comprend le financement et le crédit aux grandes entreprises, les activités de trésorerie y compris la gestion de l'actif et du passif de la Banque, le courtage aux sociétés et la gestion de portefeuille.

Autres Cette rubrique comprend les activités de titrisation, les gains à la cession d'activités, certains éléments non récurrents, les activités abandonnées ainsi que la portion non allouée des services centraux.

(1) Le revenu net d'intérêt a été majoré de 7 millions de dollars (14 millions de dollars en 2001) et les revenus autres que d'intérêt de 13 millions de dollars (50 millions de dollars en 2001) afin de rendre uniforme le revenu exonéré d'impôts réalisé sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts.

(2) Le revenu net d'intérêt a été majoré de 29 millions de dollars (51 millions de dollars en 2001) et les revenus autres que d'intérêt de 57 millions de dollars (69 millions de dollars en 2001) afin de rendre uniforme le revenu exonéré d'impôts réalisé sur certaines valeurs mobilières en comparaison avec le revenu d'autres instruments financiers. Un montant égal est ajouté à la charge d'impôts.

(3) Les dotations aux pertes sur prêts des secteurs d'exploitation sont déterminées en fonction des pertes anticipées établies au moyen d'analyses statistiques.

Prêts, prêts douteux et provision pour pertes sur créances

(non vérifié)

(en millions de dollars)

Prêts et prêts douteux

	Montant brut	Prêts douteux					Solde net
		Bruts	Provision spécifique	Nets	Provision générale	Provision pays désignés	
31 octobre 2002							
Prêts hypothécaires résidentiels	12 867	23	3	20	–	–	20
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 561	33	12	21	–	–	21
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	20 680	447	220	227	–	22	205
Titres acquis en vertu de conventions de revente	2 366	–	–	–	–	–	–
	41 474	503	235	268	–	22	246
Provision générale	–	–	–	–	405	–	(405)
	41 474	503	235	268	405	22	(159)
31 octobre 2001							
Prêts hypothécaires résidentiels	11 875	46	6	40	–	–	40
Prêts aux particuliers et créances sur cartes de crédit	5 866	129	21	108	–	–	108
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	23 489	795	314	481	–	38	443
Titres acquis en vertu de conventions de revente	4 041	–	–	–	–	–	–
	45 271	970	341	629	–	38	591
Provision générale	–	–	–	–	500	–	(500)
	45 271	970	341	629	500	38	91

Provision pour pertes sur créances

Pour l'exercice terminé le 31 octobre

	Provision spécifique	Provision générale attribuée	Provision générale non attribuée	Provision pays désignés	2002	2001
Provision, au début	341	306	194	55	896	965
Transfert de la provision aux actifs détenus aux fins d'aliénation	(45)	–	–	–	(45)	–
Montants liés aux activités abandonnées	14	(65)	–	–	(51)	120
Dotations aux pertes sur créances liées aux activités courantes	335	55	(85)	–	305	205
liées à une révision d'estimation des provisions	185	–	–	–	185	–
Radiations	(644)	–	–	(29)	(673)	(402)
Recouvrements	49	–	–	–	49	8
Provision, à la fin	235	296	109	26	666	896
Portion applicable aux prêts	235	296	109	22	662	879
Portion applicable aux valeurs	–	–	–	4	4	17

Notes aux états financiers consolidés

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2001. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice 2002.

1- Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque au 31 octobre 2002 ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada, et selon les conventions comptables adoptées dans son plus récent rapport annuel au 31 octobre 2001, à l'exception de la nouvelle norme décrite à la note 5.

2- Normes récentes qui ne sont pas encore adoptées

Rémunérations à base d'actions

En 2001, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) a publié une nouvelle norme intitulée « Rémunérations et autres paiements à base d'actions ». Cette nouvelle norme harmonise de façon importante les PCGR du Canada avec les PCGR des États-Unis et s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2002. La Banque adoptera cette nouvelle norme au 1^{er} novembre 2002. Celle-ci établit des normes de constatation, de mesure et d'information applicables aux rémunérations à base d'actions et aux autres paiements à base d'actions versés en contrepartie des biens et des services. Elle exige que les droits à la plus-value et les attributions similaires réglées en espèces soient comptabilisées à la juste valeur en évaluant, sur une base continue, l'excédent du cours de l'action sur le prix d'exercice de l'option. La variation de la juste valeur pour ces attributions doit être constatée à l'état consolidé des résultats. Quant aux options d'achat d'actions, le chapitre encourage, sans l'imposer, de constater à l'état consolidé des résultats un coût de rémunération en utilisant la méthode basée sur la juste valeur. La juste valeur des options d'achat d'actions doit être évaluée à la date d'attribution et ce coût constaté aux résultats sur la période d'acquisition des droits. La Banque a choisi de comptabiliser les options d'achat d'actions consenties à compter du 1^{er} novembre 2002 à la juste valeur. La norme prévoit des règles transitoires spéciales pour la comptabilisation des droits à la plus-value en cours à la date d'adoption. L'effet cumulatif de l'adoption de cette norme devra être porté au débit du solde des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2002, sans retraitement des exercices antérieurs. La Banque a procédé à une évaluation et a conclu que la nouvelle norme n'aura pas d'impact sur le solde des bénéfices non répartis au 1^{er} novembre 2002. L'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur les états financiers de l'exercice 2003 n'est pas encore déterminée.

Relations de couverture

En 2001, l'ICCA a publié la note d'orientation concernant la comptabilité n° 13, « Relations de couverture ». Cette note d'orientation précise les circonstances dans lesquelles la comptabilité de couverture est appropriée et traite de l'identification, de la désignation, de la documentation et de l'efficacité des relations de couverture ainsi que de la cessation de la comptabilité de couverture, mais ne précise pas les techniques relatives à la comptabilité de couverture. Les dispositions de la nouvelle note s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2003. La Banque a l'intention de l'adopter le 1^{er} novembre 2003. L'incidence de l'adoption de cette nouvelle note d'orientation sur les états financiers de l'exercice 2004 n'est pas encore déterminée.

3- Dotations aux pertes sur créances liées à une révision d'estimation des provisions

Au cours du premier trimestre 2002, la Banque a réévalué la valeur de réalisation de son portefeuille de prêts douteux en tenant compte du contexte économique actuel et de l'objectif d'accélération de la disposition de ce portefeuille. En raison de cette réévaluation, la Banque a révisé l'estimation des provisions requises pour ces prêts et a enregistré une provision de 185 millions de dollars.

4- Activités abandonnées

Le 15 janvier 2002, la Banque a complété la cession de ses activités de prêts sur garantie aux États-Unis à PNC Financial Services Group. Cette transaction a généré un gain, net des coûts de restructuration, de 79 millions de dollars, déduction faite d'une charge d'impôts de 62 millions de dollars. De plus, un montant de provision générale pour risque de crédit de 41 millions de dollars, déduction faite d'une charge d'impôts de 24 millions de dollars, a été renversé à la rubrique « Activités abandonnées ». En tenant compte des résultats d'exploitation de ces activités, la contribution totale des activités abandonnées est de 111 millions de dollars déduction faite d'une charge d'impôts de 82 millions de dollars.

Les résultats des activités abandonnées sont les suivants :

	2002	2001
Revenus d'intérêt	52	299
Frais d'intérêt	24	197
Revenu net d'intérêt	28	102
Revenus autres que d'intérêt	167	27
Revenu total	195	129
Charges d'exploitation	53	79
Contribution	142	50
Dotations aux pertes sur créances	(51)	120
Bénéfice (perte) avant charge d'impôts et charges d'écart d'acquisition	193	(70)
Charge (économie) d'impôts	82	(27)
Bénéfice avant charges d'écart d'acquisition	111	(43)
Charges d'écart d'acquisition	—	2
Bénéfice net (perte nette)	111	(45)

Le solde des prêts faisant partie de l'entente de 313 millions de dollars au 31 octobre 2002 est présenté au bilan à la rubrique « Actifs détenus aux fins d'aliénation ». Ceux-ci représentent les prêts sur garantie qui font l'objet d'une entente de service de 18 mois conclue avec PNC Financial Services Group.

5- Écarts d'acquisition et actifs incorporels

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur de l'actif net des filiales acquises. Le 1^{er} novembre 2001, la Banque a adopté la nouvelle norme de l'ICCA intitulée « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels ». En vertu de cette norme, la Banque a cessé à cette date d'amortir l'écart d'acquisition et a effectué un test de dépréciation transitoire pour détecter une dépréciation possible de l'écart d'acquisition. Le test de dépréciation transitoire a été complété au deuxième trimestre et la Banque a constaté que l'écart d'acquisition au 1^{er} novembre 2001 n'avait pas subi de perte de valeur. En vertu de cette nouvelle norme, l'écart d'acquisition est soumis à compter de cette date à des tests de dépréciation périodiques afin de s'assurer que la juste valeur demeure supérieure ou égale à la valeur comptable. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur doit être imputé au revenu de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. Avant le 1^{er} novembre 2001, l'écart d'acquisition était amorti selon la méthode linéaire sur une période correspondant à l'estimation de sa vie utile, soit 20 ans. À l'exception de l'élimination de la charge d'amortissement, qui s'élevait à 21 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2001, dont 2 millions de dollars sont attribuables aux activités abandonnées, l'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'effet à l'état consolidé des résultats de la Banque.

Les actifs incorporels de la Banque résultent d'acquisition de filiales ou de groupes d'actifs et sont principalement composés de contrats de gestion ayant une durée de vie utile indéfinie et donc non amortissables. Ces actifs sont soumis à un test de dépréciation annuel, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur de l'actif incorporel avec sa valeur comptable. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation est déterminée. Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée sont amortis sur leur durée de vie utile. Ceux-ci font l'objet d'une réduction de valeur lorsque leur valeur comptable nette ne peut être recouvrée à long terme. Tout excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable est imputé aux résultats.

6- Provision générale pour risque de crédit

En 1998, conformément à la consigne du Surintendant des institutions financières au Canada (« le Surintendant »), la Banque a augmenté sa provision générale pour risque de crédit de 300 millions de dollars et appliqué cet ajustement ponctuel aux bénéfices non répartis. Cet ajustement n'était pas conforme aux PCGR du Canada. En 2001, à la suite de l'évaluation de la suffisance de la provision générale pour risque de crédit en conformité avec les PCGR du Canada, la provision générale pour risque de crédit a été augmentée à 403 millions de dollars. Au cours de l'exercice 2002, à la suite de la cession de ses activités de prêts sur garantie aux États-Unis, la Banque a renversé à la rubrique « Activités abandonnées » 65 millions de dollars (41 millions de dollars après impôts) représentant la provision générale liée au portefeuille de prêts sur garantie aux États-Unis. La Banque a évalué au 31 janvier 2002, la suffisance de la provision générale pour risque de crédit à 435 millions de dollars. Depuis le 31 janvier 2002, la provision générale pour risque de crédit est conforme aux PCGR du Canada ainsi qu'au traitement comptable prescrit par le Surintendant.

L'adoption par la Banque des PCGR du Canada, au cours de l'exercice, aurait eu pour effet de diminuer le bénéfice net de 57 millions de dollars (126 millions de dollars en 2001), d'augmenter les dotations aux pertes sur prêts de 97 millions de dollars (203 millions de dollars en 2001 dont 44 millions de dollars attribués aux activités abandonnées), de diminuer la charge d'impôts de 40 millions de dollars (77 millions de dollars en 2001), et de diminuer le bénéfice net par action ordinaire non dilué de 0,31 \$ et dilué de 0,30 \$ (0,66 \$ dilué et non dilué en 2001).

Il n'y a pas d'incidence au 31 octobre 2002 sur le bilan consolidé (effet en 2001: augmentation des prêts de 97 millions de dollars, diminution des actifs divers de 40 millions de dollars et augmentation des bénéfices non répartis de 57 millions de dollars), sur l'état consolidé de la variation des capitaux propres (effet en 2001: augmentation de 57 millions de dollars) ni sur la valeur comptable par action ordinaire (effet en 2001: augmentation de 0,30 \$).

De plus, l'adoption par la Banque des PCGR du Canada au cours de l'exercice aurait eu pour effet de diminuer le rendement des capitaux propres avant charges d'écart d'acquisition attribuables aux actionnaires ordinaires de 1,61 % (4,26 % en 2001).

7- Capital-actions (en millions de dollars)

Émis et entièrement versé au 22 novembre 2002

Actions privilégiées de premier rang	
5 000 000 actions, série 12	125
7 000 000 actions, série 13	175
	<hr/> 300
183 127 159 actions ordinaires	1 639
	<hr/> 1 939
5 692 822 options d'achat d'actions en circulation	s.o.

Rachat d'actions privilégiées

La Banque a racheté, le 16 novembre 2001, la totalité des 3 680 000 actions privilégiées de série 10 en circulation au prix de 25 \$ l'action pour un total de 92 000 000 \$.

La Banque a racheté, le 15 février 2002, la totalité des 4 000 000 actions privilégiées de série 11 en circulation au prix de 25 \$ l'action pour un total de 100 000 000 \$.

Rachat d'actions ordinaires

Depuis le 5 mars 2002, la Banque effectue une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant jusqu'à 9 500 000 actions ordinaires au cours de la période de 12 mois se terminant au plus tard le 4 mars 2003. Les rachats ont été effectués sur le marché libre aux cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Les montants versés en excédent de la valeur comptable moyenne des actions ordinaires ont été imputés aux bénéfices non répartis. Au 31 octobre 2002, la Banque a racheté 9 500 000 actions ordinaires au prix de 306 millions de dollars, ce qui a réduit de 82 millions de dollars le capital-actions ordinaire et de 224 millions de dollars les bénéfices non répartis.

8- Acquisitions

Altamira Investment Services Inc.

Le 12 août 2002, la Banque a conclu l'acquisition de Altamira Investment Services Inc. (« Altamira »), un gestionnaire et distributeur de fonds communs de placement.

Le prix d'acquisition s'est chiffré à 263 millions de dollars, composé de 254 millions de dollars en espèces et de 270 671 actions ordinaires de la Banque évaluées à 9 millions de dollars.

L'actif corporel acquis est de 48 millions de dollars alors que le passif pris en charge, composé principalement de la dette d'Altamira, est de 264 millions de dollars. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur du passif net pris en charge de 479 millions de dollars a d'abord été attribué aux contrats de gestion et à la marque de commerce Altamira à titre d'actif incorporel pour 171 millions de dollars, le solde de 308 millions de dollars a été attribué à l'écart d'acquisition. Les actifs incorporels acquis ont une durée de vie utile indéfinie et ne feront l'objet d'aucun amortissement. Les résultats d'Altamira sont comptabilisés à l'état consolidé des résultats depuis la date d'acquisition, soit le 12 août 2002.

9- Titrisation

Au cours du quatrième trimestre 2002, la Banque a vendu un montant de 250 millions de dollars de créances sur cartes de crédit à une fiducie. La Banque a reçu un produit en espèces de 249 millions de dollars, déduction faite d'une réserve initiale de 1 million de dollars et des frais de transactions, et a conservé les droits relatifs à la marge excédentaire de 7 millions de dollars générée par les créances, déduction faite des pertes sur créances. La Banque a également pris en charge un passif de gestion d'environ 1 million de dollars et constaté un gain avant impôts d'environ 6 millions de dollars, déduction faite des frais de transactions.